

Solidarité et société aujourd'hui

Réunion d'échange collectif du 3 novembre 2010

A L'institut Montparnasse

MGEN, 3 square Max Hymans. Paris

Débat Introduit par Jean-Michel Laxalt

Avant-propos

L'Institut Montparnasse a lancé un programme de recherches sur différentes approches pour une protection sociale durable dont les effets du vieillissement, les scénarii de financement, la réduction de l'aléa santé, la mondialisation des soins...

Notre système de protection a été fondé sur le principe de la solidarité nationale, comme l'expression d'un esprit de solidarité entre personnes, revenus et générations.

Rien ne serait pire qu'un antagonisme naissant ou croissant entre générations qui pourrait conduire à une crise de confiance, notamment des jeunes, envers la pérennité du système de répartition solidaire.

Nous avons souhaité en débattre avec Louis Chauvel et Michel Wieviorka. Sur le thème « Solidarités et société aujourd'hui » nous avons organisé une première réunion d'échange collectif le 3 Novembre 2010. Une trentaine de personnes s'est associée à ces échanges.

Qu'en est-il de l'esprit de solidarité aujourd'hui ? Quelles sont les solidarités aujourd'hui ? Comment s'exercent et s'exercent les solidarités ? Quels sont les rapports générationnels en matière de solidarité alors que, pour jeunes et seniors, les

conditions de vie et de travail, de formation et de revenu sont bien différentes de celles qui ont rythmé les temps de vie et les parcours professionnels durant les « soixante glorieuses » de la sécurité sociale ?

Louis Chauvel depuis plusieurs années éclaire le nouvel état social, la fracture solidaire vécue par les jeunes, et Michel Wieviorka scrute les diversités de notre communauté républicaine.

Entre les nouvelles articulations des temps de vie, les nouvelles difficultés d'accès au travail, au logement, à l'insertion sociale, les nouvelles inégalités de revenu et de patrimoine, le nouvel état social vécu par les jeunes indique-t-il une rupture générationnelle par rapport à la génération du bébé-boum ?

Comment (re) fonder la solidarité nationale, particulièrement à travers la sécurité sociale ?

La solidarité nationale se veut cohésive et unifiante mais la société est plus que jamais diversité. La république est une, mais le citoyen-sujet, lui aussi s'affirme un. Comment conjuguer solidarité avec diversité et autonomie ? Comment (ré) concilier Sécurité sociale et trajectoires de vie individuelles ?

Le ton est rapidement donné par nos intervenants : il y a une fracture générationnelle (Louis Chauvel), le modèle de la sécurité sociale se déconstruit régulièrement depuis 30 ans (Michel Wieviorka).

Michel Wieviorka analyse les fondements et les mécanismes de la solidarité. La solidarité prend ses racines dans la fraternité. Mais depuis 30 ans notre modèle de la solidarité nationale se déconstruit.

Revenons sur cette détérioration permanente.

Les 30 glorieuses qui ont caractérisé la reconstruction d'après-guerre ont permis la construction de plusieurs formes de solidarité. La solidarité verticale (l'institution sécurité sociale), la solidarité horizontale (les mutuelles et coopératives).

Le mouvement ouvrier, acteur important, exerça un double rôle : moteur de conflits mais aussi constructeur de solidarités.

Il est intéressant de comprendre le mouvement de fond de déconstruction. Le lien collectif s'est régulièrement émoussé depuis 1930. Des identités culturelles se sont affirmées au sein de l'Etat Nation. Ce retour aux identités particulières (les « petites patries » régionales notamment) a nourri la contestation de l'Etat Nation.

A partir des années 70, la transformation de l'immigration (venue avec projet de retour ou d'assimilation) avec l'affirmation d'identités particulières, a remis en cause le lien avec la Nation et engendré une fragmentation de l'identité nationale. L'apport d'identités nouvelles, a conduit à des phénomènes identitaires, puis à une fragmentation culturelle.

La crise, plus le chômage et l'exclusion ont conduit à la fragmentation sociale.

Peu à peu, la remise en cause de la République s'est accélérée avec la non concrétisation de l'idéal républicain d'intégration, et l'évidence des promesses non tenues de la République.

L'ascenseur social ne marchant plus, nous sommes les témoins d'une décomposition de la société sous l'effet de mesures symboliques et de décisions politiques : la fin de l'armée républicaine, la réduction des services publics, la crise de l'école publique.

Notre modèle social de solidarité nationale s'est mis à tanguer avec l'apparition de phénomènes anti-solidarité (racisme, xénophobie, discriminations). La montée de l'individualisme s'accompagne d'une revendication identitaire collective : les individus choisissent leur identité collective (ma religion, ma collectivité : c'est mon choix).

De tels enjeux se jouent au-delà de l'Etat Nation, avec la constitution de réseaux à logique planétaire, y compris les diasporas. Même l'immigration est devenue mobile. Nous connaissons des mouvements d'immigrations qui peuvent n'être que de transit dans une logique transnationale.

Cela conduit à réfléchir aux formes de solidarité qui dépassent le cadre de l'Etat Nation.

Si nous sommes donc confrontés à de nouvelles formes de solidarités, lesquelles promouvoir ?

- Les solidarités corporatistes, catégorielles
- Les solidarités d'élite (argent, cursus..)
- Les solidarités de particularités (communautés)
- Les solidarités religieuses.

Il nous faut réfléchir autrement. Ni un illusoire retour à un passé nationaliste, ni un cosmopolitisme planétaire. Retrouver le sens des solidarités sociales. Il faut cesser de penser la solidarité du haut vers le bas, prendre en compte les individus parce qu'ils sont capables de construire leur existence, concilier le respect des différences et le respect des valeurs universelles.

Nous venons de vivre trente cinq ans de décomposition d'un modèle. Il s'agit d'inventer autre chose.

En écho aux propos de Michel Wieviorka, **Louis Chauvel** s'interroge sur la transmission intergénérationnelle de la solidarité en affirmant qu'elle est un grand défi aujourd'hui.

- Le constat est direct. Fracture générationnelle ; déclassement social systémique (les classes moyennes à la dérive) ; retour à moyen terme (2020 ?) de la séniorité pauvre ; jeunesse pauvre aujourd'hui. Les jeunes sont la variable d'ajustement à la crise et aux inégalités ; record historique du niveau de chômage des jeunes (24% pour les moins de 25 ans), décrochement du niveau de leur salaire, écart maximal des niveaux de vie et d'accès à la consommation ou à la propriété, au détriment des jeunes.

Nous avons la responsabilité partagée du décrochage de toute une génération mesurée aussi par le taux de pauvreté des moins de 30 ans. La solidarité est pensée, réorganisée, par ceux qui en bénéficient aujourd'hui (baby boomers) et non avec et pour ceux qui devraient en bénéficier demain (baby losers ?).

L'absence de perspectives.

Le contexte économique et social a changé sous l'effet de la dette, l'absence de marge de manœuvre, et les prévisions d'une croissance durablement faible. Le legs générationnel de solidarité est devenu très problématique depuis la crise.

Sous l'effet de la stagnation annoncée des salaires, de la croissance du budget logement et de la faiblesse des revenus du travail, la crise actuelle génère des frustrations et se traduit en crise politique, mesurée par le décrochage de l'opinion publique vis-à-vis de ses représentants. Les décideurs d'aujourd'hui ne font pas de place à la « génération d'après ».

Pour Louis Chauvel, la situation est prérévolutionnaire, la jeunesse est extrêmement solidaire du système solidaire actuel, mais ... Il faut faire le constat d'une fracture entre l'expression d'un besoin de justice et une solidarité qui repose sur la défense d'acquis rendus inaccessibles pour les plus jeunes.

Les nouvelles générations ont décroché. La maîtrise de l'historicité leur échappe.

Ce constat amer conduit à des questions : la solidarité comme fondement de nos structures de protection sociale a-t-elle un avenir ? ou plutôt les solidarités qui s'expriment conduisent-elles à une nouvelle forme de solidarité nationale ?

Les réponses apportées par Louis Chauvel et Michel Wieviorka sont radicales et se complètent.

Pour Louis Chauvel, l'étude des modes de décision et de la pyramide des âges dans les organisations peut conduire à un rejet de ce qui a fait le fondement de la protection sociale : la solidarité nationale et le lien intergénérationnel. Il faut construire l'avenir sur des valeurs : il y a une très forte attente de justice sociale prolongée par des formes de solidarité.

Pour Michel Wieviorka, il s'agit de dépasser le cadre national de la réflexion, et d'étudier les nouvelles formes de solidarité en gestation et leurs conséquences possibles. Il y a nécessité de retrouver des acteurs sociaux capables de conflictualiser les tensions sociales et en même temps de construire des réponses nouvelles.

Jean-Michel Laxalt, relevant parmi les causes de délitement social la frustration vis-à-vis de l'accès au travail et du sentiment de réalisation au travail, tire comme premier état de la réflexion :

- la reconnaissance de la pluralité des solidarités et l'identification de celles qui ne contredisent pas la solidarité nationale, pour mieux les y inclure
- la nécessaire reconnaissance de l'individu par les formes globales de solidarité, mais dans le même temps l'appel à l'implication individuelle dans les solidarités collectives

Albert Camus par sa formule « l'individualisme altruiste » ne nous propose-t-il pas un point d'appui pour l'actualisation de la solidarité ?

Ainsi le débat n'est pas clos. Nous venons d'ouvrir une réflexion par la mise en perspective de questions qui doivent conduire l'Institut Montparnasse à approfondir ses actions de recherche*, à nourrir le débat citoyen.

thèmes d'études et recherches*.

L'assurance maladie, des fondements aux perspectives.

Les évolutions depuis 1960 concernant le périmètre de prise en charge, l'assiette de financement, le niveau des dépenses de santé et la répartition entre financeurs.

La gouvernance de l'assurance maladie.

L'évolution des champs de responsabilité entre les principaux acteurs institutionnels publics et privés. Moments clés et ruptures en matière de gouvernance et de conventionnement.

Santé et économie.

La contribution du secteur de la santé et de l'assurance santé au développement et à la croissance économiques, en termes d'emplois, de revenu, d'investissement, et de redistribution. La pertinence des indicateurs économiques et sociaux en la matière.

Aléa médical et solidarité.

Prévention, prédiction, personnalisation médicale : vers la fin de l'aléa ? Modification des politiques assurancielles et des comportements individuels ? Modification des termes du débat entre assurance et solidarité ?

Mondialisation.

Mobilité des personnes et internationalisation de l'offre de soins : positionnement de la France dans une mondialisation en germe, de l'accès aux soins ; atouts et handicaps nationaux.

Financement.

Pour une assurance maladie durable dans un contexte de croissance ralentie et d'économie mondialisée. Hypothèses, projections et scénarii.

Solidarités et société.

Perceptions aujourd'hui de la sécurité sociale, expression des attentes ou défiances, individualisme et mutualisation. Comment faire rimer solidarité et modernité ?